



## Assemblée générale

Distr. générale  
11 avril 2013  
Français  
Original : anglais

---

### Soixante-septième session

Point 42 de l'ordre du jour

### **La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement**

#### **Lettre datée du 1<sup>er</sup> octobre 2012, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au sujet de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, en particulier du point intitulé « La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement » qui, conformément à la décision 60/508, reste inscrit à l'ordre du jour en vue d'être examiné sur notification d'un État Membre. Ma délégation a fait une telle notification concernant la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala aux soixante-troisième, soixante-quatrième et soixante-cinquième sessions.

À cette dernière session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 65/181, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction de la lettre du Secrétaire général portant sur les faits nouveaux relatifs à la Commission (A/65/618), et la demande du Gouvernement guatémaltèque tendant à proroger le mandat de celle-ci de deux années supplémentaires, jusqu'au 3 septembre 2013. Elle a également prié le Secrétaire général de la tenir périodiquement informée des travaux de la Commission et de l'application de la résolution. Dans le cadre de l'exécution de son mandat et du renforcement des institutions nationales, la Commission a récemment lancé son plan de travail pour 2012-2013 assorti de quatre objectifs stratégiques.

C'est pourquoi nous demandons respectueusement la réouverture des débats sur la question intitulée « La situation en Amérique centrale : progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement » pendant la soixante-septième session afin d'examiner les faits nouveaux relatifs à la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala. Mon gouvernement estime opportun d'informer l'Assemblée générale



des engagements tenus et des progrès accomplis, non seulement comme il est demandé dans les résolutions 58/239, 63/19, 64/7 et 65/181, mais aussi parce que nous sommes convaincus que cette initiative présente un intérêt général pour les États Membres.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale.

Le Représentant permanent  
(*Signé*) Gert **Rosenthal**

---